

Unité Départementale du Val-d'Oise
Immeuble Jacques Lemercier
5 avenue de la Palette
95010 Cergy-pontoise

Cergy-Pontoise, le 11/01/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/12/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Storengy

LE HELLOY - LE BOIS D'ARNET - BP 1
95770 Saint-Clair-sur-Epte

Références : [UD95-2024-0019](#)
Code AIOT : 0006507291

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/12/2023 dans l'établissement Storengy implanté LE HELLOY - LE BOIS D'ARNET à Saint-Clair-sur-Epte. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Storengy
- LE HELLOY - LE BOIS D'ARNET - BP 1 95770 Saint-Clair-sur-Epte
- Code AIOT : 0006507291
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société STORENGY exploite des installations de stockage souterrain de gaz sur la commune de Saint-Clair-sur-Epte (exploitation réduite) relevant du régime de l'autorisation et classées SEVESO seuil haut.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- suites de l'inspection du 10/06/2022,
- contrôle des MMR passives de type protection thermique
- risques liés aux atmosphères explosibles (ATEX).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Non-conformité n° 1 inspection du 10/06/2022 Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 28/05/2010, article 7.2.5	Non-conformité n° 1 inspection du 10/06/2022 Lettre de suite préfectorale	6 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Vérifications des MMR passives thermiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54B	Erreur ! Source du renvoi introuvable. Lettre de suite préfectorale	3 mois
6	ATEX (Cohérence des produits en zone ATEX)	Code de l'environnement, article L.557-4	Non conformité n°15122023_1 Lettre de suite préfectorale	6 mois
7	ATEX (Conformité des produits en zone ATEX)	Code de l'environnement, article L.557-30	Non conformité n°15122023_2 Lettre de suite préfectorale	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Non-conformité 2 inspection du 10/06/20225 Mesure de maîtrise des risques	Arrêté Préfectoral du 28/05/2010, article 7.3.1	Sans objet
4	ATEX (plan de zonage)	Arrêté Préfectoral du 28/05/2010, article 7.1.1	Observation n°15122023_1
5	ATEX (DRPCE)	Code de l'environnement article L.557-29	Observation n°15122023_2

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site Storengy à Saint-clair-sur-Epte est exploité avec sérieux.
Néanmoins, l'exploitant doit apporter les correctifs nécessaires aux protections thermiques classées comme mesures de maîtrise des risques (MMR). Par ailleurs, certains points méritent une attention renouvelée de la part de l'exploitant, afin d'obtenir une conformité complète au regard des dispositions visant à la maîtrise des risques en zone à atmosphère explosible (ATEX).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Non-conformité n° 1 inspection du 10/06/2022 Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/05/2010, article 7.2.5
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien
Prescription contrôlée : Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur. [...] Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne explicitement les défauts identifiés dans son rapport. L'exploitant conserve la trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.
Constats : <u>Rappel constat inspection du 10/06/2022 :</u> L'inspection consulte le tableau de suivi des non conformités électriques faisant état, pour l'année 2022, de 7 non conformités de niveau 3 issues du dernier rapport émis de l'APAVE. L'inspection constate des non conformités récurrentes concernant en particulier des défauts identifiés sur plusieurs CPI (contrôle permanent d'isolement). L'exploitant indique réfléchir à des actions correctives sans pouvoir présenter à l'inspection de justificatifs correspondants. Non-conformité n°1 : contrairement aux dispositions de l'article 7.2.5 de l'arrêté préfectoral du 28 mai 2010, l'exploitant n'est pas en mesure de justifier du bon entretien de ses installations électriques. L'exploitant doit procéder à la régularisation de la situation et assurer la traçabilité des actions correctives qui sont mises en œuvre. <u>Inspection du 15/12/2023</u> À la demande de l'inspection, l'exploitant transmet le dernier rapport de vérification des installations électriques référencé n°147523.07.62.23.K.001.ELAR.207 en date du 27/11/2023 qui annule et remplace le rapport 147523.07.62.23.K.001.ELAR.007 édité le 02/08/2023 pour prendre en compte la levée de certaines non-conformités effectuées le 24/11/2023. Le rapport fait état de 33 non-conformités, parmi celles-ci, 3 sont récurrentes (identifiées lors de suivis précédents : n°16, 18, 19) et 30 sont nouvelles (identifiées au cours du suivi de 2023). Parmi les non-conformités récurrentes, l'une (16) concerne un isolement insuffisant d'un redresseur dans le bâtiment méthanol-manifold. Par ailleurs la non-conformité n°32 (nouvelle non-conformité) est indiquée comme à traiter en urgence dans le rapport (il s'agit de l'absence d'un plastron au niveau d'un boîtier électrique situé dans le bâtiment modulaire accueillant les entreprises extérieures). L'inspection consulte le tableau de suivi des non-conformités électriques qui a évolué depuis l'inspection du 10/06/2022. En effet, plusieurs colonnes ont été ajoutées, l'une permettant de renseigner l'année où la non-conformité a été identifiée, une autre permettant de renseigner le niveau de gravité de la non-conformité. Cette dernière appréciation est établie et renseignée par Storengy. L'exploitant indique retenir 3 niveaux de gravité, le niveau 1 correspond aux non-conformités électriques identifiées comme urgentes dans le rapport de contrôle, le niveau 2 correspond à des non-conformités récurrentes avec des enjeux de sécurité et le niveau 3 pour les non-conformités ne présentant pas de risques à court terme pour les biens et les personnes. La gravité est un élément qui sera considéré dans la priorisation des correctifs. Le tableau de suivi des non-conformités électriques fait état de plusieurs non-conformités identifiées dans le rapport de vérification des installations électriques de 2023 (n°147523.07.62.23.K.001. ELAR.207 en date du 27/11/2023) ayant été soldées depuis. En particulier, l'exploitant indique que la non-conformité n°32 (qui porte une autre numérotation dans le tableau de suivi), classée en gravité 1, a été soldée. Lors de la visite de site, les inspecteurs se sont rendus dans le bâtiment modulaire accueillant les entreprises extérieures et constatent qu'un plastron a effectivement été remis sur le boîtier électrique.

L'inspection note cependant que les non-conformités récurrentes n°16, 18, 19 issues du contrôle des installations électriques de 2022 n'ont pas encore été résolues. S'agissant de la non-conformité n°16, l'exploitant indique rencontrer des difficultés techniques et avoir fait appel à une expertise au niveau national de Storengy pour apporter un correctif. Une visite technique a été réalisée, l'exploitant est en attente des préconisations de l'expertise.

→ En conclusion de ce constat, l'inspection note que le tableau de suivi des non-conformités électriques permet un meilleur suivi plurin annuel. La priorisation basée sur la gravité des non-conformités électriques apparaît une approche pertinente. Cependant, au jour de l'inspection 3 non-conformités électriques issues du contrôle effectué en 2022 n'étaient pas encore résolues. Pour ces raisons, malgré l'avancement constaté, la non-conformité n°1 du 10/06/2022 n'est pas levée.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 6 mois

N° 2 : Non-conformité 2 inspection du 10/06/2022 Mesure de maîtrise des risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/05/2010, article 7.3.1

Thème(s) : Risques accidentels, Entretien

Prescription contrôlée :

Ces dispositifs sont contrôlés périodiquement et maintenus au niveau de fiabilité décrit dans l'étude de dangers, en état de fonctionnement selon des procédures écrites. Les opérations de maintenance et de vérification sont enregistrées et archivées.

Constats :

Rappel constat inspection du 10/06/2022:

Par sondage l'inspection demande à consulter la fiche de vie pour la mesure de maîtrise des risques instrumentée (MMRi) relative à la mise en sécurité des canalisations aériennes en entrée et en sortie de filtres aspiration. L'inspection constate que cette fiche de vie est disponible dans un tableau informatisé uniquement sans visa bien que la procédure STY-PRO-0176 version B précise : « ces fiches de vie sont archivées, visées, après chaque test dans un classeur ». L'inspection constate également que cette fiche comprend les informations de suivi pour le test réel tel qu'indiqué dans la procédure STY-PRO-0176 version B. L'extrait GMAO n°80000229549 correspondant est indiqué et l'exploitant est en capacité de présenter ce dernier à l'inspection pour consultation du résultat : « correct au premier essai ». Sur demande de l'inspection, au regard des dispositions de la procédure STY-PRO-0176 version B, l'exploitant confirme que cette MMRi fait l'objet de deux tests :

- un test réel fait en indisponibilité (1 fois par an) ;
- un test à blanc fait en fonctionnement (1 fois par an).

L'inspection constate que la fiche de vie relative à la MMRi sélectionnée par sondage ne comprend pas les informations de suivi requises par la procédure STY-PRO-0176 version B concernant le test à blanc.

A l'issue de l'inspection, l'exploitant transmet l'extrait GMAO n°80000230102 relatif au test à blanc de la chaîne de détection de cette MMRi concluant au caractère satisfaisant du test.

Non conformité n°2 : contrairement aux dispositions de l'article 7.3.1 de l'arrêté préfectoral du 28 mai 2010, l'exploitant n'assure pas une traçabilité complète au sein de la fiche de vie des tests réalisés sur la mesure de maîtrise des risques instrumentée (MMRi) relative à la mise en sécurité des canalisations aériennes en entrée et en sortie de filtres aspiration.

Observation : Il est demandé à l'exploitant de veiller au maintien du marquage des vannes composant la mesure de maîtrise des risques instrumentée (MMRi) relative à la mise en sécurité des canalisations aériennes en entrée et en sortie de filtres aspiration.

Inspection du 15/12/2023:

L'inspection a consulté, dans la fiche de vie de la MMRi relative à la mise en sécurité des canalisations aériennes situées à proximité de vannes de configuration, les vérifications effectuées durant l'année 2023. Elle constate qu'un essai à blanc a été réalisé le 15/11/2023 et qu'un essai réel a été mené le 19/06/2023. S'agissant de l'essai en réel, elle constate que les vérifications des mises en sécurité

<p>effectives (fermeture de vannes) sont cohérentes avec les informations renseignées sur la MMRI reportées dans la liste des MMRI du site.</p> <p>Durant la visite des installations, l'inspection constate le bon marquage des vannes incluses dans les chaînes de mise en sécurité des MMRI du site.</p> <p>→ En conclusion de ce constat, la non-conformité n° 2 de l'inspection du 10/06/2022 est levée, ainsi que l'observation relative au marquage, sur site, de certains équipements participant à la MMRI relative à la mise en sécurité des canalisations aériennes en entrée et en sortie de filtres aspiration.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Vérifications des MMR passives thermiques (cf. annexe confidentielle)

N° 4 : ATEX

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/05/2010, articles 7.1.1 et 7.2.6</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Identification des zones ATEX</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 7.1.1</p> <p>L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie et d'explosion de par la présence de substances ou préparations dangereuses stockées ou utilisées ou d'atmosphères explosibles pouvant survenir de façon permanente ou semi-permanente.</p> <p>Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.</p> <p>La nature exacte du risque et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoin rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes sont incluses dans le POI.</p> <p>Article 7.2.6</p> <p>Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 31 mars 1980, portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion, sont applicables à l'ensemble des zones de risques d'atmosphère explosive de l'établissement. Le plan des zones à risques d'explosion est porté à la connaissance de l'organisme chargé de la vérification des installations électriques.</p> <p>Les masses métalliques contenant et/ou véhiculant des produits inflammables et explosibles susceptibles d'engendrer des charges électrostatiques sont mises à la terre et reliées par des liaisons équipotentielles.</p>
<p>Constats :</p> <p>Storengy a défini deux plans des zones à risques ATEX (un plan pour la station centrale, un pour la zone des puits). Les plans de zonage ATEX ont bien été définis avec les catégories de zones 0 à 2 décrites par la directive européenne 1999/92/CE.</p> <p>Comme l'atteste le dernier rapport de vérification des installations électriques (voir point de contrôle n°1), ce plan a été porté à la connaissance de la société externe en charge des vérifications des installations électriques. Toutefois, l'inspection constate, dans le dernier rapport de vérifications des installations électriques, qu'un ensemble de remarques et observations sont formulées par la société de contrôle s'agissant du plan ATEX, notamment sur le caractère complet du plan pour la station centrale et qu'un nouveau plan de zonage ATEX autour des puits était en cours d'élaboration. L'exploitant n'avait pas connaissance des remarques particulières faites s'agissant des plans ATEX par la société de contrôle des installations électriques. Enfin, le plan ATEX n'a pas été modifié suite aux travaux permettant d'inverser le sens du gaz effectués au troisième trimestre 2023 (travaux de rebours) ; cependant, l'exploitant indique que le dossier de fin d'affaires pour ces travaux est en cours de constitution.</p> <p>S'agissant de la définition des zones (taille des zones ATEX), l'inspecteur consulte le document relatif à la protection contre les explosions (DRPCE) en vigueur (indice H, le document étant également en cours de mise à jour) appelé, notamment, par la directive européenne 1999/92/CE.</p>

<p>Dans le DRPCE, la définition des zones ATEX est renvoyée à un guide national Storengy (GSF-0018). L'inspection examine par sondage la définition des zones ATEX autour d'un équipement de type « robinet et vanne » dans le guide national GSF-0018. Elle constate que la taille du zonage ATEX dépend de la pression du gaz dans les équipements concernés. Pour une pression semblable à celle du site, l'inspection constate que les largeurs des zones ATEX définies dans le guide national GSF-0018 pour un équipement de type « robinet et vanne » sont cohérentes avec le plan ATEX de la station centrale.</p> <p>Au cours de la visite de site, l'inspection constate la présence d'une signalisation des zones ATEX (triangle Ex et chaîne souple noire et jaune).</p> <p>→ En conclusion de ce constat, l'inspection formule l'observation suivante :</p> <p>Observation n°15122023_1. Il convient que l'exploitant s'assure de la complétude de son plan de zonage ATEX, notamment au regard des remarques de l'entreprise de contrôle des installations électriques et des modifications des installations effectuées récemment sur le site.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : ATEX

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement, article L.557-29</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Formation des personnels œuvrant en zone ATEX</p>
<p>Prescription contrôlée : L.557-29 L'exploitant est responsable de l'entretien, de la surveillance et des réparations nécessaires au maintien du niveau de sécurité du produit ou de l'équipement. Il retire le produit ou l'équipement du service si son niveau de sécurité est altéré.</p> <p>DIRECTIVE 1999/92/CE 1. Mesures organisationnelles 1.1. Formation des travailleurs L'employeur prévoit, à l'intention de ceux qui travaillent dans des emplacements où des atmosphères explosives peuvent se présenter, une formation suffisante et appropriée en matière de protection contre les explosions</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection constate que le DRPCE en vigueur ne définit pas les exigences en termes de formation et de sensibilisation sur les risques ATEX pour les travailleurs susceptibles de travailler en zone ATEX. Storengy indique toutefois que l'ensemble des nouveaux arrivants fait l'objet d'une sensibilisation sur le risque ATEX réalisée en interne avec l'aide d'un questionnaire, le recyclage de cette sensibilisation est annuel. Pour les personnes susceptibles d'œuvrer en zone ATEX, Storengy indique qu'une formation ATEX niveau 1 (exécutant d'opérations en zone ATEX), réalisée en externe est exigée. L'inspection vérifie par sondage les habilitations d'un agent du site. Le passeport de sécurité de cet agent indique que celui-ci dispose d'une habilitation ATEX niveau 2 (encadrement de travailleurs en zone ATEX). L'attestation de formation est transmise à l'issue de l'inspection.</p> <p>→ En conclusion de ce constat, l'inspection formule l'observation suivante :</p> <p>Observation n°15122023_2. Il convient que l'exploitant définisse dans le DRPCE les exigences en termes de formation pour les personnes susceptibles d'intervenir en zone ATEX (réalisant ou non des travaux sur du matériel ATEX).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article L.557-4
Thème(s) : Risques accidentels, Cohérence des produits en zone ATEX
<p>Prescription contrôlée : L557-4</p> <p>Les produits ou les équipements mentionnés à l'article L. 557-1 ne peuvent être mis à disposition sur le marché, stockés en vue de leur mise à disposition sur le marché, installés, mis en service, utilisés, importés ou transférés que s'ils sont conformes à des exigences essentielles de sécurité relatives à leurs performance, conception, composition, fabrication et fonctionnement et à des exigences d'étiquetage.</p> <p>Cette conformité à ces exigences est attestée par un marquage, apposé avant la mise sur le marché du produit ou de l'équipement, ainsi que par l'établissement d'attestations.</p> <p>Pour des raisons techniques ou de conditions d'utilisation, certains produits ou équipements peuvent faire l'objet d'une dispense de marquage.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis, à la demande de l'inspection, la liste des équipements (électriques et non électriques) présents en zone ATEX avant l'inspection. Cette liste comprend 889 équipements situés en station-centrale et en zone puits. L'exploitant indique que cette liste a été établie sur la base d'un recensement effectué en 2020 par une société externe spécialisée. A l'issue du recensement un rapport de conformité des équipements a été réalisé. L'inspection consulte ce rapport qui se présente sous la forme d'un tableur. Elle constate qu'une centaine de non-conformités a été identifiée. Le traitement apporté à ces non-conformités est précisé dans une colonne dédiée renseignée par Storengy, il est relevé notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Les non-conformités relevant d'équipements électriques, qui représentent environ 60% des non-conformités, ont été traitées dans le cadre des vérifications annuelles des installations électriques. L'inspection constate toutefois que quelques non-conformités n'ont pas été levées. ➤ Pour les non-conformités relevant d'équipements mécaniques, qui représentent environ 40 % des non-conformités, 3 non-conformités n'ont pas été traitées. L'exploitant indique que celles-ci sont caduques en raison de la mise en sécurité des cuves méthanol réalisées depuis. <p>L'inspection constate que la liste des équipements présents en zone ATEX n'a pas été mise à jour depuis 2020 avec les évolutions du site (notamment mise en sécurité des cuves méthanol et travaux de rebours).</p> <p>Dans le cadre de la visite de site, l'inspection a consulté par sondage le marquage de certains équipements présents en zone ATEX. Le marquage des produits était cohérent avec le zonage ATEX dans lequel se plaçaient ces équipements : pour la plupart des équipements contrôlés, ceux-ci se plaçaient en zone ATEX 1 et disposaient d'un marquage Ex II 2 G.</p> <p>→ En conclusion de ce constat, l'inspection formule la non-conformité suivante :</p> <p>Non conformité n°15122023_1. L'exploitant ne maintient pas à jour le recensement de ces équipements présents en zone ATEX et il n'a pas apporté tous les correctifs pour les non-conformités identifiées dans l'audit de 2020 réalisé par une société externe spécialisée. Dans ce cadre, il ne peut pas justifier que l'ensemble des équipements présents en zone ATEX respectent les exigences de l'article L. 557-4 du code de l'environnement, en particulier, qu'ils disposent du bon niveau de protection ATEX par rapport à la zone ATEX dans laquelle ils sont présents.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 6 mois

N° 7 : ATEX

Référence réglementaire : Code de l'environnement, articles L.557-29 et L.557-30
Thème(s) : Risques accidentels, Conformité des produits en zone ATEX
Prescription contrôlée : Article L557-29 L'exploitant est responsable de l'entretien, de la surveillance et des réparations nécessaires au maintien du niveau de sécurité du produit ou de l'équipement. Il retire le produit ou l'équipement du service si son niveau de sécurité est altéré. Article L557-30 L'exploitant d'un produit ou d'un équipement mentionné à l'article L. 557-28 détient et met à jour un dossier comportant les éléments relatifs à sa fabrication et à son exploitation.
Constats : Par sondage, l'inspection a examiné la conformité et la présence du dossier comportant les éléments relatifs à la fabrication et l'exploitation des équipements présents en zone ATEX suivants : <ul style="list-style-type: none">➤ Unité : Electro-compresseurs "EC N°1" Interconnexions (EC N°1) Aval fosse à vanne. Equipements : Capteurs de position Vannes "11MV9-1" et "11MV8-1" de marque BIFI. Le rapport d'audit 2020 (tableur) reporte la marque de l'équipement et le mode de protection de ces équipements (II 2 GD) et conclut à leur conformité. Toutefois, le rapport d'audit indique l'absence de certificat de conformité disponible pour ces équipements. Storengy indique ne pas disposer d'un dossier disponible directement pour cet équipement comprenant les éléments relatifs à la fabrication (certificat de conformité notamment) et à l'exploitation (notice d'utilisation du fabricant notamment). Il précise qu'un dossier est peut-être existant, mais à chercher dans les archives.➤ Unité : Electro-compresseurs "EC N°3" Rez-de-chaussée Bâtiment 1.3 Compresseur Equipements : 2 Détecteurs de GAZ Le rapport d'audit 2020 (tableur) reporte la marque de l'équipement et le mode de protection de ces équipements (Ex IIC T4 II2G), le certificat de conformité (n°DMT 01 ATEX E 202 X) et conclut à leur conformité. Storengy indique ne pas disposer d'un dossier disponible directement pour cet équipement comprenant les éléments relatifs à la fabrication (certificat de conformité notamment) et à l'exploitation (notice d'utilisation du fabricant notamment). Il précise qu'un dossier est peut-être existant, mais à chercher dans les archives. En l'absence de notice d'utilisation disponible, l'inspection n'a pas pu vérifier l'adéquation du mode d'exploitation (notamment maintenance effectuée) avec celle préconisée par le fabricant. Storengy précise toutefois, que les équipements utilisés sont les mêmes que ceux des autres sites exploités par Storengy ayant une activité similaire. Les prescriptions d'exploitation sont définies au niveau national par rapport aux préconisations des fabricants pour ces équipements. → En conclusion de ce constat, l'inspection formule la non-conformité suivante : Non conformité n°15122023_2. Pour les deux équipements présents en zone ATEX examinés, l'exploitant ne dispose pas d'un dossier, facilement disponible, comprenant les éléments relatifs à sa fabrication et à son exploitation (notamment certificat de conformité et notice d'utilisation) contrairement aux dispositions du L.557-30. Dans ce cadre, il n'est pas en mesure de justifier l'adéquation de son exploitation avec les préconisations du fabricant. S'il apparaît acceptable que les recommandations d'exploitation soient définies, en tenant compte des préconisations du fabricant, au niveau national pour l'ensemble des équipements génériques employés sur les sites exploités par Storengy, l'exploitant doit préciser son organisation générale pour s'assurer que les modes d'exploitation des équipements situés en zone ATEX soient conformes aux préconisations du fabricant. Plus particulièrement, sur les deux équipements examinés, Storengy justifiera l'adéquation entre les préconisations du fabricant et l'exploitation réalisée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 6 mois